

## **En réponse à l'engagement des collectivités, de la Commission européenne et des acteurs économiques réunis par l'Association Seine-Nord Europe, le Ministre Frédéric CUVILLIER annonce les étapes de cette année 2014 pour la réalisation du canal**

*En présence de 150 élus, décideurs territoriaux et économiques, la conférence « De la reconfiguration de Seine-Nord Europe à la réalisation de la liaison européenne Seine-Escaut » organisée par l'association Seine-Nord Europe, le mardi 18 février au CNAM à Paris, a été l'occasion de mettre en exergue le large consensus politique, territorial et économique qui entoure la réalisation de ce projet. Les élus présents de tous bords politiques ont rappelé leur engagement tandis que les acteurs économiques ont souligné les gains de compétitivité et les emplois que représenterait la mise en service de cette liaison fluviale. Enfin, les représentants de la Commission européenne et du Parlement européen ont confirmé que Seine-Nord Europe est l'un des 5 projets d'infrastructure majeurs soutenus par l'Europe (avec un taux de cofinancement de 40 %).*

*En conclusion de cette matinée, Frédéric CUVILLIER, Ministre délégué chargé des Transports, de la Mer et de la Pêche, a souligné que « l'année 2014 sera incontestablement l'année du canal Seine-Nord Europe ». Il a tenu à rassurer les acteurs présents : le projet avance étape par étape et le Gouvernement sera au rendez-vous des financements européens. Il a confirmé la création d'une « structure de projet » comme proposée par la mission de reconfiguration pilotée par le Député Rémi PAUVROS, dont la qualité du travail a été saluée par l'ensemble des intervenants.*

### **Des collectivités qui s'engagent financièrement pour ce grand projet de croissance territoriale**

Pour le Président de l'association Seine-Nord Europe, Philippe MARINI, Sénateur-Maire de Compiègne, la réalisation de Seine-Nord Europe constituera un « choc de compétitivité pour l'ensemble de l'économie des territoires desservis, qui entraînera investissements, croissance et création d'emplois », ajoutant que « cette infrastructure contribuera fortement à la transition énergétique et environnementale ».

En charge de la mission de reconfiguration sur Seine-Nord Europe, le Député-Maire de Maubeuge, Rémi PAUVROS, a mis en exergue trois préconisations : une mise en œuvre progressive du projet, la nécessité de développer l'économie du secteur fluvial et d'accompagner la profession, et la non remise en cause de la Déclaration d'Utilité Publique par la reconfiguration du projet qui ne nécessite que quelques modifications via une enquête publique complémentaire. Il a également rappelé que l'Union Européenne considèrerait que les éventuels emprunts à contracter pour les investissements en infrastructures ne relevaient pas des critères d'endettement de Maastricht. Enfin, il a insisté sur l'importance de la nomination d'un coordinateur du projet, qui pourrait être le garant de sa cohérence et de son avancement.

Le Président du Conseil général du Nord, Patrick KANNER a rappelé que les régions et départements concernés sont prêts à engager 1 milliard d'euros dans le projet (hors raccordements routiers). Il a mis en regard les dizaines de milliers d'emplois qui seront créés par le chantier et la mise en service du projet. André SALOMÉ, Président de la Communauté de communes du pays Neslois, a salué l'idée d'une société de projet qui associerait les collectivités concernées par ce projet, et reconnaîtrait l'importance de l'action économique décentralisée.

Pierre SERNE, Vice-Président du Conseil régional d'Ile-de-France en charge des transports et des mobilités, a rappelé que l'Ile-de-France était très favorable et proactive en matière de transport fluvial. Cependant, le Conseil régional attend des garanties sur le financement de Seine-Nord Europe notamment de l'Etat, y compris sur tous les champs couverts par les contrats de plan Etat-régions, pour confirmer un co-financement de l'ouvrage à hauteur de 210 M€.

## **Seine-Nord Europe / Seine-Escaut : Un projet finançable à hauteur de 40 % par l'Union européenne si la France en fait la demande (ouverture de l'appel à projet : le 15 juillet 2014)**

Herald RUIJTERS, Chef d'Unité Réseau transeuropéen, Direction générale Mobilité et Transports de la Commission européenne, a confirmé l'engagement de l'Union européenne pour financer 50 % des études et 40 % des travaux de Seine-Nord Europe. Il a ajouté que depuis le 7 janvier 2014 le budget nécessaire au financement des cinq grands projets de transport européen a été réservé, précisant que l'Union Européenne pourrait financer parallèlement Seine-Nord Europe et Lyon-Turin. Il a cité le courrier adressé au Député en mission Rémi PAUVROS par Matthias RUETE, DG Transport de la Commission européenne (cf ci-joint). Enfin, il a alerté les participants sur le fait que les crédits réservés pour Seine-Nord Europe seraient consacrés à d'autres projets, hors de France, si la France ne lançait pas ce projet.

Pour Gilles PARGNEAUX, Député européen et Vice-président de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai, ce projet est majeur pour les échanges entre la France, la Belgique, les Pays-Bas et l'Allemagne. Preuve du caractère transfrontalier de ce projet, près de 150 M€ en Flandre et 90 M€ en Wallonie ont déjà été engagés en vue de l'ouverture de la liaison à grand gabarit Seine-Escaut

### **Les acteurs économiques en attente de visibilité sur le projet pour continuer à investir et créer des emplois**

Pierre-Antoine GAILLY, Président de la CCIR Paris Ile-de-France, a évoqué la nécessaire décongestion de l'Ile-de-France et tout l'intérêt, dans ce contexte, du projet Seine-Nord Europe et des plates-formes multimodales qui assureront le branchement entre transport massifié par voie d'eau et les filières économiques des territoires.

Jean-Bernard BAYARD, Vice-Président de la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles, a souligné que l'ensemble de la filière agricole avait besoin de cette infrastructure pour rester compétitive.

Au nom du MEDEF Nord-Pas de Calais, Jean-François DIDIER considère « crédibles » les prévisions de création d'emplois de la dernière étude SETEC (10 à 13 000 emplois directs et indirects par an durant les 6 à 7 années de chantier et 50 000 à l'horizon 2050), ce qui nécessitera des efforts d'anticipation et de formation. Il a loué la dynamique industrielle qu'entraînera le futur canal, insistant sur la valeur ajoutée d'une installation bord-à-quai pour les industries concernées.

Jean-François DALAISE, Président du conseil d'administration de Ports de Paris, a souligné l'évolution positive des ports maritimes séquanais qui perçoivent aujourd'hui le projet comme une opportunité, notamment pour HAROPA et l'axe Seine dont l'attractivité profitera à celle du canal et réciproquement. Le futur port de Seine-Confluence dont le projet de construction à Achères vient d'être autorisé par l'Etat constituera un investissement important de Ports de Paris (400 M€), investissement stratégique au débouché Sud du futur canal.

Pour sa part, Philip MAUGÉ, Directeur du développement de la Société Coopérative Artisanale de Transport (SCAT), a insisté sur la nécessité de développer la cale en France, afin de disposer d'unités fluviales de plus grande taille permettant de tirer pleinement partie de la future liaison à grand gabarit.

Enfin, Vincent MEZURE, Directeur du développement de SITA Ile-de-France, a évoqué la reprise de la plate-forme Continental de Clairoix par SITA, acteur majeur du recyclage, dans la perspective de l'ouverture de Seine-Nord Europe. L'objectif de SITA est d'être prêt pour 2016 avec à la clé, la création de 150 emplois.

En conclusion de cette séquence, Philippe VASSEUR, Président de la CCIR Nord de France, a mis en lumière les engagements forts pris aujourd'hui : celui des collectivités territoriales, de l'Europe et des acteurs économiques. Ne manque qu'un seul engagement : celui de l'Etat. Il est important selon lui que le Président de la République se prononce vite car les investissements sont aujourd'hui bloqués, les créations d'emplois ajournées... et les perspectives de croissance reportées.

### **Pour Frédéric CUVILLIER, « 2014 sera incontestablement l'année de Seine-Nord Europe »**

En clôture, Frédéric CUVILLIER, Ministre délégué chargé des Transports, de la Mer et de la Pêche, a fait le constat qu'il y a avait une vraie unanimité des territoires sur la réalisation de ce projet aux enjeux structurants forts. Le rapport réalisé par le Député Rémi PAUVROS a donné au Gouvernement un « *mode d'emploi à suivre* ». Des aménagements complémentaires sur les bassins de la Seine, de l'Oise et du Nord-Pas de Calais seront réalisés dans le cadre des CPER et avec l'aide de cofinancements européens.

Il a précisé que la mission administrative annoncée en décembre 2013 serait le Comité de pilotage du projet chargé d'affiner le montage du projet, et que l'enquête publique complémentaire devrait être lancée mi 2015. Il a par ailleurs confirmé qu'une structure de projet, telle que préconisée par la mission de reconfiguration, devrait être mise en place cette année avec un financement établi et une contractualisation avec l'ensemble des collectivités concernées, la participation européenne étant d'ores et déjà acquise. Sur la question du financement, il a rappelé son attachement à l'éco-taxe actuellement suspendue.

Comme l'a aussi souligné Michel DELEBARRE, Vice-Président de l'association Seine-Nord Europe, on note que pour le Ministre Frédéric CUVILLIER, il s'agit aujourd'hui de ne pas perdre de temps car il faudra être au rendez-vous des financements européens et lancer la réalisation du projet sans tarder. En conclusion, le Ministre Frédéric CUVILLIER a précisé qu'il laissait le soin au Président de la République, au cours de cette année qui sera incontestablement celle de Seine-Nord Europe en raison des calendriers présentés, de reprendre à l'attente des acteurs présents sur le lancement du projet.

**Rappel sur l'association « Seine-Nord Europe » ([www.seine-nord-europe.asso.fr](http://www.seine-nord-europe.asso.fr))**

*L'association Seine-Nord Europe regroupe des collectivités territoriales, des organismes socioprofessionnels, des chambres consulaires et des personnalités mobilisées en faveur du grand projet de canal Seine-Nord Europe. L'objectif de l'Association est de promouvoir et de soutenir auprès des pouvoirs publics et de l'opinion la réalisation de Seine-Nord Europe, liaison fluviale à grand gabarit reliant le bassin parisien au canal Dunkerque-Valenciennes, long d'une centaine de kilomètres depuis Janville (au Nord de Compiègne) jusqu'à Aubencheul-au-Bac, près de Cambrai, et au-delà au grand réseau fluvial du nord ouest européen.*

**Président :**

*Philippe MARINI, Sénateur-Maire de Compiègne, Président de la Commission des Finances du Sénat,*

**Premier Vice-Président :**

*Daniel PERCHERON, Président du Conseil régional du Nord-Pas de Calais, Sénateur du Pas de Calais*

**Vice-Présidents :**

*Michel DELEBARRE, ancien ministre d'Etat, Sénateur-Maire de Dunkerque*

*Philippe BONNEVIE, Délégué Général de l'AUTF*

*Serge CAMINE, Président du CESER de Picardie*

*Philippe ESNOL, Sénateur-Maire de Conflans-Sainte-Honorine*

*Marcel DENEUX, Sénateur de la Somme*

**Vice-Président Trésorier :**

*Philippe VASSEUR, Président de la CCIR Nord de France*

**Vice-Président Secrétaire Général :**

*Jean-François DALAISE, Président du Conseil d'Administration de Ports de Paris, Président d'honneur du Comité des Armateurs Fluviaux*

**Président d'honneur**

*François BORDRY, Inspecteur général du développement durable, ancien Président de VNF*

**Contact presse :** Yann JOSSE – Cabinet Alliantis – 06.13.61.00.96 - [yjosse@alliantis.fr](mailto:yjosse@alliantis.fr)

**Contact association :** Carine SPANDER – 01.42.60.36.13 – [contact@seine-nord-europe.asso.fr](mailto:contact@seine-nord-europe.asso.fr)